

# BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL  
DE BOGOTÁ

N° 21 – 1<sup>er</sup> juin 2023

## En bref

La dette externe vénézuélienne représenterait 327 % du PIB, dont 80 Mds USD seraient en défaut de paiement, selon Hermes Pérez, économiste et ancien chef du bureau des changes de la Banque centrale du Venezuela. Ce dernier indique que l'estimation la plus récente du passif total de la République vénézuélienne s'élève à 189 Mds USD, dont 80 Mds USD en défaut de paiement. Ces chiffres correspondent à l'année 2020.

La BCV n'a pas mis à jour les données sur les engagements extérieurs de la République depuis 2019.

## LE CHIFFRE À RETENIR

### 80 Mds USD

C'est la dette externe en défaut de paiement du Venezuela, selon l'économiste Hermes Pérez.

## Zoom sur : L'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR).



Le Président brésilien Lula Da Silva a invité les Présidents des pays d'Amérique du Sud pour un sommet de l'UNASUR. A cette occasion, le Président colombien, Gustavo Petro, a annoncé que la Colombie allait à nouveau rejoindre l'UNASUR, quatre ans après la décision de son prédécesseur Iván Duque du retrait de la Colombie de cette union, la jugeant complice de la « dictature vénézuélienne ». Le Président surinamais, Chan Santokhi, a rappelé l'importance de mettre de côté les différences idéologiques afin de reconstruire efficacement l'UNASUR. Il a également souligné que l'amélioration de la connectivité contribuera au développement économique et facilitera les affaires et les investissements, en citant les avantages liés à la construction de ponts sur les fleuves Corantine et Maroni. Le Président guyanien, Irfaan Ali, a félicité les efforts d'intégration régionale et de renforcement de la connectivité entre le Nord du Brésil, le Guyana, le Suriname, le Venezuela et la Colombie, notamment avec le projet de construction d'une route reliant le Brésil au Guyana. Il a également souligné l'importance pour la région de rester une zone de paix promouvant la démocratie et l'Etat de droit, afin d'être leader mondial sur les enjeux de sécurité énergétique, alimentaire et environnementale. Les Présidents brésilien et vénézuélien (Nicolas Maduro) ont exprimé leur volonté de reprendre leurs relations énergétiques et commerciales (représentant autrefois 6 Mds USD vs. 2 Mds USD aujourd'hui) et ont convenu d'étudier la possibilité de reprendre l'interconnexion électrique entre les deux pays, interrompue depuis 2019 à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Président équatorien, Guillermo Lasso, a quant à lui appelé le continent à renforcer et protéger les démocraties.

## BOLIVIE

**YPFB accumule des dettes de plusieurs centaines de millions de Dollars envers les producteurs de combustibles.**

L'entreprise publique YPFB (gisements pétroliers budgétaires boliviens) qui est chargée des activités allant de l'exploration et l'exploitation à la commercialisation du pétrole et du gaz naturel, a accumulé des dettes de plus de 200 M USD envers les producteurs du gaz exporté vers l'Argentine (150 M USD), de canne à sucre pour la production d'éthanol (50 M USD), et envers les transporteurs sur la période allant de janvier et mars 2023. En outre, l'ancien Ministre, Carlos Romero, a déclaré que YPFB aurait une autre dette de 800 M USD envers la société *Trafigura* pour l'importation de diesel. Bien que YPFB admette être endettée, son président, Armin Dorgathen, nie l'importance de cette dette et affirme que c'est une « dette flottante causée par le post-paiement ». YPFB attribue son retard à un changement de personnel comptable et à la mise en œuvre d'un nouveau système. Pour l'analyste Francesco Zaratti, YPFB peine aussi à payer ces dettes en lien avec la pénurie de Dollars que traverse le pays et la baisse des revenus engendrée par le ralentissement de la production de gaz et une hausse des importations d'essence et de diésel.

## COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+2,0 %	-30,5 %	1 115,1 pts
Change COP/USD	-2,1 %	+13,9 %	4 396,3
Change COP/EUR	-0,7 %	+17,1 %	4 732,5
Prix du baril colombien (USD)	-7,9 %	-42,1 %	68,0

**Les IDE atteignent un record historique en avril : près de 2 Mds USD.**

Les Investissements directs étrangers (IDE) atteignent un niveau historiquement haut en avril, avec près de 2 Mds USD (1951 M USD). Cela représente une hausse de +122 % g.m. Toutefois, en comparant aux 1,7 Md USD d'avril 2022, la hausse est plus modérée (+12,3 % g.a.). Cette hausse semble être liée à plusieurs facteurs, notamment conjoncturels, puisque le mois d'avril est généralement un gros mois en termes d'entrées d'IDE. Les IDE ont été dynamiques dans les secteurs extractifs (pétrolier et minier): ces derniers sont la principale destination des IDE, avec plus d'1,7 Md USD en avril (+144 % g.m. et +79 % g.a.). Au cours des quatre premiers mois de 2023, les IDE atteignent 4,8 Mds USD (+20 % g.a.).



## Le commerce a ralenti au T1.

Les chiffres du PIB au T1 révèlent que le secteur du commerce a enregistré une baisse de -1,4 % g.a., tendance à la baisse qui devrait se poursuivre au T2 et se stabiliser aux T3 et T4, selon les experts. La dynamique du secteur commercial est inférieure à la dynamique de l'économie nationale dans son ensemble (croissance de +3 %). L'augmentation généralisée des prix et des taux d'intérêt, un changement dans les habitudes de consommation et des niveaux d'incertitudes élevés affecteraient la confiance des consommateurs, et donc leur consommation.

## L'inflation devrait désormais ralentir, selon la Banque de la République.

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) devrait avoir atteint son *maximum* en mars et ralentir progressivement afin de converger vers l'objectif de 3 % fin 2024, selon la Banque centrale. L'inflation alimentaire a connu un ralentissement significatif avec une variation annuelle passant de 28 % g.a. à 18 % g.a.

## Le chômage a progressé et reflète des conditions économiques plus difficiles.

Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières a atteint 10,6 % en avril (-0,7 pts% g.m.). Bien que clairement en baisse par rapport à 2022 (due à une base de comparaison élevée), cette diminution est, jusque-là, la plus faible de 2023. Au T2, le marché du travail devrait, selon les experts, suivre une tendance à la baisse, conséquence d'une croissance économique plus modeste.

## L'indice PMI reflète la faiblesse du secteur industriel.

Les ventes et la production industrielle ont diminué en mai, conséquence du recul de la demande du marché. Les entreprises font face à des problèmes d'incertitudes et de détérioration du climat d'investissement, intensifiés par les pressions inflationnistes, et ont dû réduire leurs effectifs.

## Seuls 35 % du budget 2023 ont été exécutés fin avril, en nette baisse.

Fin avril, 35,2 % du Budget Général de la Nation pour 2023 – s'élevant à 92,4 Mds USD – ont été exécutés, soit une baisse de -5,8 pts% par rapport à la même période en 2021 et 2022 (41 %).

## EQUATEUR

### Les importations en provenance de la Chine baissent de 19 % g.a. au T1.

Au T1, les importations équatoriennes en provenance de Chine ont enregistré une baisse de -19 % par rapport au T1 2022. Elles ont représenté 1,3 Md USD (vs. 1,6 Md USD au T1 2022). Cette baisse est imputable à la baisse des importations de biens de capital et de matières premières (machines automatiques, pièces détachées) qui reflète un refroidissement de l'activité en raison de l'incertitude politique et de la montée de l'insécurité. Cette baisse se produit au moment de la signature d'un ALE avec la Chine (4 600 biens sont concernés par une baisse des droits de douane) qui devra être confirmée par la nouvelle Assemblée Nationale, qui sera élue en août prochain.



## La CAF octroie un prêt de 75 M USD à la CONAFIPS.

La CAF (Confédération Andine de Développement) a signé un prêt de 75 M USD avec la CONAFIPS, banque publique équatorienne qui finance des coopératives de crédit et des PME. Les financements de la CONAFIPS sont fléchés vers le secteur rural et sont attribués sous conditions de genre et environnementales. Cette opération intervient dans le cadre d'un programme plus large où participent la BID (Banque Interaméricaine de Développement) et l'AFD (Agence française de Développement).

## PEROU

### Le Ministère de l'Énergie et des Mines accélère les procédures de délivrance de permis pour neuf projets miniers.

Le Ministère de l'Énergie et des Mines (MINEM) a annoncé réexaminer les procédures pour l'approbation de neuf projets miniers. En moyenne, ces procédures d'obtention de permis se déroulent sur deux ans. Avec l'assistance de la Banque Mondiale, et la coordination avec plusieurs institutions publiques dont l'Autorité Nationale de l'eau (ANA) et le Ministère des Finances (MEF), le MINEM a pour objectif de mettre en marche ces projets en six mois. Parmi les neuf projets concernés, trois d'entre eux sont des projets de construction minière (ceux des sociétés minières *Zafranal*, *Ares* et *Chinalco Perú*) et six sont des projets d'exploration (menés par les sociétés *Buenaventura*, *Chakana Copper Corp*, *Centauro*, *Caraveli* et *KA oro S.A.C.* Pour la

sélection de ces projets, la priorité a été donnée à ceux dont l'évaluation des impacts environnementaux a déjà été approuvée ou est sur le point de l'être. Au total, ces projets représentent un montant d'investissement supérieur à 4 Mds USD. Outre le MINEM, ces projets devront aussi être approuvés par les Ministères de l'Environnement et de la Culture.

### L'inflation alimentaire persiste à des niveaux plus élevés que dans la majorité des pays d'Amérique latine.

En avril, l'inflation alimentaire annuelle a atteint 14,5 % g.a. situant le Pérou derrière l'Argentine (115 % g.a.), la Colombie (18,2 % g.a.), le Honduras (15,3 % g.a.), et le Chili (14,7 % g.a.) mais devant douze autres pays d'Amérique latine, selon la *Banque Mondiale*. Alors qu'il semble y avoir une tendance à la baisse pour l'inflation alimentaire pour les pays de la région, l'inflation alimentaire péruvienne se maintient autour de 14 %. Cela s'expliquerait par la vulnérabilité du Pérou face aux chocs externes, et par sa dépendance au blé, au maïs et au pétrole. En effet, en 2022, le Pérou a été touché par les conséquences de la guerre en Ukraine, les blocages engendrés par la crise politique du pays, des phénomènes naturels (sécheresse, pluies torrentielles), ainsi que par la crise des fertilisants et la grippe aviaire.

### Les ¾ de la population active occupée est informelle.

Le Pérou est le 2<sup>ème</sup> pays d'Amérique du sud avec le taux d'emploi informel le plus élevé, après la Bolivie, selon l'*Organisation Internationale du Travail* (OIT). En 2022, l'informalité concernait 75,7 % des travailleurs,



soit 13,4 M de personnes sur les 17,7 M d'actifs au Pérou. Ces travailleurs ne bénéficient pas des prestations sociales réservées aux salariés formels, travaillent dans des unités de production non-enregistrées et sont majoritairement précaires. Bien qu'en baisse (-1,1 % vs. 2021), ce chiffre est de trois points plus élevé qu'avant la pandémie. Selon l'institut statistique péruvien, la région la plus touchée est la jungle, où le taux d'informalité atteignait 81,4 % en 2022, suivie des montagnes du centre et du sud avec des taux supérieurs à 75 %. Le travail informel concerne aussi plus sévèrement les femmes que les hommes (respectivement 74 % et 67,7 %).

## SURINAME

**En avril, l'inflation atteint 65,7 % g.a.**

Les prix à la consommation ont augmenté de +5,9 % g.m. et +65,7 % g.a. en avril, selon les données du bureau général des statistiques. Malgré l'absence de signe de ralentissement, le FMI et le Gouvernement prévoient une baisse de l'inflation de 36 pts% fin 2023.

## VENEZUELA

**La pétrolière Chevron a revu à la baisse son objectif de production de pétrole au Venezuela pour la fin de l'année.**

Les prévisions de production, initialement portées à 200 000 b/j, ont baissé à 175 000 b/j, selon des sources proches des opérations. Les raisons seraient l'état général de délabrement

du canal de navigation sur le lac Maracaibo, qui limite la taille des pétroliers que *Chevron* peut utiliser pour exporter le pétrole, ainsi que le mauvais état des installations de stockage de pétrole dans l'Etat de Zulia. *Chevron* produit actuellement environ 120 000 b/j. La révision à la baisse fait suite à une réunion entre le principal représentant de *Chevron* dans le pays, Javier La Rosa, et le Ministre du Pétrole et président de *PDVSA*, Pedro Tellechea.

Ce dernier a, par ailleurs, reçu l'Ambassadeur de Chine, avec lequel il a examiné la coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures. Aucun autre détail n'a été fourni sur le contenu des discussions, qui s'ajoutent à une série de réunions tenues ces derniers jours avec le Ministre du Pétrole. En outre, la compagnie pétrolière indienne *ONGC* est en discussion avec les Etats-Unis afin de recevoir du pétrole brut vénézuélien en guise de paiement partiel des dettes de *PDVSA*.

**La quête de la stabilité du taux de change : nouvelle intervention de la BCV (121 M USD).**

La Banque centrale (BCV) vise à contrer les pressions à la dépréciation du Bolivar (VES), qui se sont accentuées en mai, en intervenant à nouveau sur le marché des changes (121 M USD) ce lundi 29 mai au prix fixe de 26,3 VES/USD. C'est l'intervention la plus forte pour le mois de mai. Au total sur le mois, la BCV est intervenue à hauteur de 471 M USD, soit la vente mensuelle la plus élevée de 2023. Ainsi depuis le début de l'année 2023, la BCV a vendu un total de près d'1,9 Md USD. L'économiste de l'*Observatoire Vénézuélien des Finances* (OVF) José Guerra a déclaré qu'il semble difficile de maintenir le taux de change relativement stable avec des



réserves internationales réelles s'élevant à 3,6 Mds USD. Selon lui, l'économie serait « étouffée par une politique très restrictives ».

### **Le Fond humanitaire pour le Venezuela sera protégé des créanciers du Venezuela, selon le Gouvernement des Etats-Unis.**

Le Gouvernement étatsunien a assuré aux Nations Unies (ONU) que les contributions à son fonds humanitaire pour le Venezuela – notamment capitalisé avec des fonds publics vénézuéliens jusqu'alors gelés à l'étranger – seraient à l'abri d'une saisie par les créanciers, selon des personnes au fait des négociations. Les Etats-Unis sont prêts à travailler avec les banques qui détiennent des actifs vénézuéliens, dont certains alimenteront le fonds, afin d'assurer leur transfert en toute sécurité. Cette décision de l'administration Biden, qui pourrait permettre au fonds humanitaire de commencer à fonctionner dès ce mois-ci, pourrait appuyer la relance des négociations entre le Gouvernement de Nicolás Maduro et l'opposition, à Mexico, pour l'heure dans l'impasse.

### **Les créances des tribunaux étatsuniens à l'encontre de Citgo dépassent les 21 Mds USD alors que les actifs de Citgo ont été évalués à environ 11 Mds USD.**

*Citgo Petroleum Corporation*, qui a rompu ses liens avec sa société mère basée à Caracas, *PDVSA*, a réalisé un bénéfice net de 937 M USD et a enregistré l'année dernière un bénéfice record de 2,8 Mds USD, selon les déclarations d'Horacio Medina, président du conseil *ad hoc* de *PDVSA*. Il estime qu'une fois que la société mère étatsunienne de *Citgo*, *Citgo Holding*, aura entièrement remboursé sa propre dette dans le courant de l'année, l'entreprise disposera de marges de manœuvre pour obtenir de nouveaux financements, un outil supplémentaire pour négocier certaines compensations. Les poursuites concernant les actifs de *Citgo Petroleum* visent à compenser les expropriations menées sous le Gouvernement d'Hugo Chavez (*Crystallex*, créanciers du Bon *PDVSA* 2020, et *Conoco Phillips*).



## Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
<b>BOLIVIE</b>	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
<b>COLOMBIE</b>	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
<b>EQUATEUR</b>	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
<b>GUYANA</b>	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
<b>PEROU</b>	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
<b>SURINAME</b>	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
<b>VENEZUELA</b>	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
<b>ARGENTINE</b>	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
<b>BRESIL</b>	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
<b>CHILI</b>	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
<b>MEXIQUE</b>	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

\* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)